



Séminaire thématique  
**SYNTHESE**



**LES TERRITOIRES, MOTEURS D'UNE TRANSITION ALIMENTAIRE  
DURABLE ET INCLUSIVE**

Jeudi 13 juin 2024 • Paris

## SOMMAIRE

<b>Partie 1 - Défis et opportunités de la transition alimentaire : que disent les scientifiques ?</b>	<b>6</b>
1.1. Le futur de l'agriculture : une dualité entre modèle technologique et transition écologique.	6
1.1.1. Implications économiques et rôle des territoires	7
1.1.2. Hybridation ou confrontation ?	7
1.2. Approche systémique de la transition alimentaire	8
1.2.1. Défis politiques et économiques de la transition	8
1.2.2. Rôle des territoires	8
1.2.3. Pour une dépoliarisation du débat entre agroécologie et compétitivité	9
1.3. Quel rôle pour les territoires dans l'évolution du cadre national et européen ?	9
1.3.1. La fédération des territoires comme contre-pouvoir	10
1.3.2. L'influence des territoires dans le cadre national et européen	10
1.4. Éléments de synthèse	10
<b>Partie 2 : Les territoires, creusets d'une dynamique de transition alimentaire</b>	<b>11</b>
2.1. Lever les verrous locaux : les territoires, catalyseurs d'innovation agricole	11
2.1.1. La mobilisation des territoires autour d'expérimentations	11
2.1.2. Les territoires vecteurs de transformations	12
2.1.3. Les territoires forces de propositions	13
2.2. Regards croisés sur les forces des initiatives locales agro-écologiques	14
2.3. Stratégies et leviers d'action pour des territoires en transition	16
2.3.1. PAT : outil stratégique ou cadre limitant ?	16
2.3.2. « Territoires Fertiles » : Une plateforme numérique au service de la transition alimentaire locale	18
2.3.3. « Territoires d'innovation » : Une évaluation participative pour des impacts durables	18
2.4. Les acteurs s'expriment et témoignent	18
2.4.1. La Banque des Territoires : catalyseur des transitions	18
2.4.2. Valoriser les pratiques agricoles durables au service de la protection de l'eau	19
2.4.3. Plaider pour une transition collaborative et émancipatrice	19
2.4.4. Renforcer l'inclusion au cœur de la transition alimentaire	20
2.5. Pour une transition agro-écologique intégrée	20

**Rédaction** : Rosa Issolah, membre de l'Académie d'Agriculture de France, correspondante Agropolis international, auditrice de l'IHEST, Promotion Hubert Curien 2009

**Direction éditoriale** : Catherine Véglio-Boileau, chargée de l'activité territoriale, IHEST

**Conception** : Mélissa Huchery, responsable de la communication, IHEST

## INTRODUCTION

L'IHEST et la Banque des Territoires ont co-organisé le séminaire « **Les Territoires, moteurs d'une transition alimentaire durable et inclusive** » au Hub des Territoires à Paris, le 13 juin 2024, en partenariat avec Agropolis International, le Cirad, l'Inrae, Intercommunalités de France et Terres en Villes. Cet événement a exploré les enjeux cruciaux de la transition agro-écologique en France, en mettant l'accent sur le rôle central des territoires dans ce processus. Rassemblant chercheurs, élus, acteurs territoriaux et membres de la société civile, ce séminaire a été un espace privilégié de réflexion et de partage autour des défis, des opportunités et des stratégies liés à la transition alimentaire.



*“Le cœur de notre intervention concerne le financement. Nous intervenons en investissant, en mobilisant les fonds propres de la Caisse des dépôts (...) L'État nous a également confié via France 2030 différents mandats - Territoires d'innovation, Démonstrateurs territoriaux, Entrepreneurs du vivant - qui nous permettent d'intervenir via des subventions ou des investissements dans des projets innovants. Au total, au cours des quatre prochaines années, c'est plus de 550 millions d'euros qui vont être mobilisés par la Banque des Territoires sur ces enjeux”* **Linda Reboux**, responsable du pôle Transition écologique et sociale, direction de l'Investissement, Banque des Territoires

*“Sur les questions complexes et à forts enjeux sociétaux comme celle de la transition alimentaire, notre légitimité est d'interroger science et technologie et de faire vivre un dialogue fécond entre scientifiques et acteurs territoriaux”* **Lucile Grasset**, directrice adjointe de l'IHEST

Les différents intervenants ont mis en évidence les défis complexes auxquels le système alimentaire est confronté aujourd'hui. Face aux crises environnementale et sociale exacerbées par les pratiques agricoles intensives, la transition agro-écologique est plus que jamais une nécessité vitale. Cependant, elle est confrontée à une dualité entre deux modèles agricoles : d'une part, un modèle agro-écologique fondé sur la durabilité et l'équité sociale, et d'autre part, une « troisième révolution agricole » axée sur les innovations technologiques et portée par les grandes entreprises

du numérique. Cette polarisation complexifie forcément la mise en place d'une transition vers des systèmes alimentaires durables.

Au cours des débats, animés par Sylvain Allemand, journaliste, le rôle crucial des territoires en tant qu'espaces privilégiés pour orchestrer la transition a fait l'unanimité, les intervenants pointant leur capacité à mobiliser les savoirs, à innover et à favoriser une gouvernance participative. Les témoignages des acteurs de terrain ont montré que la transition vers un système alimentaire durable et inclusif exige une mobilisation collective à toutes les échelles, avec une coopération entre les différents acteurs pour relever les défis environnementaux, sociaux et économiques.

Un autre enjeu majeur évoqué concerne la montée en compétences des acteurs locaux, au travers de formations adaptées aux pratiques durables. Faisant référence à leurs projets sur le terrain, les intervenants ont montré comment les territoires, véritables laboratoires d'expérimentation, se positionnent en avant-garde pour promouvoir ces nouvelles compétences, en articulant savoirs locaux et scientifiques.

Ainsi, quel que soit l'angle d'analyse adopté, les intervenants de ce séminaire ont unanimement mis en avant le rôle moteur des territoires pour dépoliariser les débats, rassembler les acteurs et combiner les savoirs locaux et scientifiques. Ils ont également souligné que la réussite de cette transition repose sur une gouvernance territoriale solide et inclusive, capable de répondre aux défis globaux d'un système alimentaire durable.

L'objectif de ce rapport de synthèse n'est pas de relater de manière exhaustive l'ensemble des interventions, mais de mettre en perspective les différents angles d'analyse des intervenants, qu'ils soient convergents, complémentaires ou divergents. Il s'agit avant tout de restituer la dynamique des échanges, en croisant les regards et les expériences sur les questions centrales abordées lors du séminaire.

En particulier, en posant la question des freins à la transition agro-écologique, nous explorerons comment les intervenants ont abordé les disparités de moyens et de compétences entre territoires, ainsi que les difficultés d'articulation entre les initiatives locales et les cadres réglementaires nationaux, parfois trop contraignants. À l'inverse, ils ont également identifié des leviers puissants, telle que la capacité des territoires à innover, à expérimenter des solutions adaptées à leurs spécificités, et à mobiliser des réseaux d'acteurs engagés. Les retours d'expériences des acteurs locaux ont montré que ces projets, lorsqu'ils sont partagés, peuvent servir de modèles pour d'autres régions et influencer les politiques publiques à l'échelle nationale. C'est pourquoi la mise en réseau des territoires est apparue comme un levier essentiel pour généraliser les bonnes pratiques et accélérer la transition. Ce processus de transfert d'expériences est indispensable pour surmonter les blocages et faire converger les efforts locaux et nationaux vers un système alimentaire plus résilient et durable.



## Partie 1 - Défis et opportunités de la transition alimentaire : que disent les scientifiques ?



Dans son intervention, **Nicolas Bricas**, chercheur en socio-économie de l'alimentation au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et titulaire de la Chaire Unesco "Alimentations du monde", a mis l'accent sur la dualité entre deux modèles de transition agricole : l'agroécologie et la « troisième révolution agricole ». Il a abordé cette question sous différents angles d'analyse qui permettent de mesurer les enjeux et les conséquences d'un choix de modèle plutôt qu'un autre.

### 1.1. Le futur de l'agriculture : une dualité entre modèle technologique et transition écologique.

**L'agroécologie**, selon Nicolas Bricas, est un modèle de production agricole proposé par des scientifiques comme alternative à l'agriculture conventionnelle. Ce modèle vise à réduire l'impact négatif de l'agriculture sur l'environnement en privilégiant des pratiques plus respectueuses des écosystèmes et des communautés locales. L'agroécologie cherche à transformer en profondeur le système agricole pour le rendre plus vertueux, tant sur les plans environnemental, social qu'économique. Cela implique une diminution de l'usage des intrants chimiques, une gestion plus durable des ressources naturelles, ainsi qu'un engagement fort envers la justice sociale et la résilience des communautés rurales.

En opposition à ce modèle, la « **troisième révolution agricole** » est portée par de grandes entreprises du numérique et des technologies de pointe. Ce modèle repose sur une intégration massive de technologies avancées, telles que l'agriculture de précision, l'automatisation et les biotechnologies. Nicola Bricas souligne que cette approche, souvent perçue comme une suite logique de l'industrialisation agricole, se distingue par une forte composante numérique. Contrairement à l'agroécologie, son objectif principal n'est pas de réduire les intrants ou de respecter les écosystèmes, mais plutôt de maximiser l'efficacité et la productivité. Ce modèle anticipe les crises futures, notamment climatiques, en misant sur des solutions technologiques, et

met l'accent sur une résilience fondée sur la technologie plutôt que sur une transformation des pratiques agricoles elles-mêmes

## **Conflit et incertitude sur le modèle à suivre**

Nicolas Bricas souligne l'**absence de consensus** entre les deux modèles agricoles concurrents, l'agroécologie et la « troisième révolution agricole ». Les forces économiques et politiques tendent à privilégier cette dernière, sous l'influence des grands groupes technologiques et financiers, créant une incertitude quant au modèle qui finira par s'imposer et à l'avenir de l'agriculture. Cette incertitude est accentuée par les crises climatique, économique et géopolitique, qui replacent la résilience au cœur des débats. Face aux chocs à venir, il s'interroge donc sur les risques que les objectifs se déplacent et passent de la transformation du système agricole à la protection des systèmes existants. Cette approche défensive remet en question l'idée même de transition, en proposant une vision plus conservatrice, centrée sur la survie face aux crises à venir.

*« Nous entrons dans une très grande incertitude qui rend difficile de se projeter pour savoir vers quel type de modèle on va. Les modèles sont en concurrence et l'incertitude est radicale »* **Nicolas Bricas**

### **1.1.1. Implications économiques et rôle des territoires**

**La question des investissements** représente également un risque de marginalisation des approches agroécologiques. La "troisième révolution agricole" est largement soutenue par les pouvoirs économiques qui investissent massivement dans ce modèle. L'agroécologie, en revanche, bien que soutenue par une partie de la communauté scientifique et des acteurs locaux, ne bénéficie pas du même niveau d'investissement ou de soutien institutionnel. Ce constat met en lumière une inégalité de soutien qui influence la direction que pourrait prendre l'avenir de l'agriculture.

Selon Nicolas Bricas, ce sont les territoires qui sont potentiellement capables de contrer cette tendance en soutenant l'agroécologie à travers des initiatives locales et régionales. Cependant, il reconnaît que cela nécessite une forte mobilisation politique et une coordination efficace entre les différents niveaux de gouvernance pour être vraiment impactant.

*« Il faut favoriser la mise en réseau des territoires, la multiplication de leurs remontées vis-à-vis de décideurs nationaux et européens, pour que leurs expériences puissent servir à faire évoluer le cadre politique européen et national »* **Nicolas Bricas**

### **1.1.2. Hybridation ou confrontation ?**

Mais, alors **ces deux modèles peuvent-ils coexister ?** L'idée d'une hybridation est évoquée, mais elle soulève forcément la question d'une réelle coexistence harmonieuse. Les limites en ressources (financières, cognitives, politiques) sont une des raisons majeures qui expliquent la concurrence existant entre ces modèles pour l'accès aux terres, aux financements, et à l'influence politique. L'avenir de l'agriculture dépendra donc de la manière dont ces rapports de force seront arbitrés, et il semble peu probable que les deux modèles puissent pleinement coexister à long terme. Se pose donc la question de savoir comment l'agroécologie peut trouver sa place dans cette dualité entre deux modèles sans un changement radical des rapports de force actuels.

En définitive, l'analyse de Nicolas Bricas interroge fortement sur l'avenir de l'agriculture et interpelle sur les risques d'une réelle dualité entre un modèle agro écologique, qui prône une transformation en profondeur du système agricole pour répondre aux enjeux environnementaux et sociaux, et un modèle technologique axé sur l'efficacité et la résilience face aux crises, mais qui pourrait perpétuer les mêmes problèmes sous une forme différente. Pour l'heure, l'avenir n'est pas prédéfini. Le choix du modèle dominant dépendra de la manière dont les forces politiques, économiques, et sociales évolueront dans les années à venir.

## 1.2. Approche systémique de la transition alimentaire

**Aurélie Catalo**, directrice Agriculture France à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), propose une approche plus systémique de la transition alimentaire. Elle met l'accent sur l'importance d'inclure tous les maillons de la chaîne alimentaire dans cette transition, et pas seulement les exploitations agricoles. Selon elle, les politiques publiques ne s'intéressent pas assez aux acteurs industriels de l'agroalimentaire. Elle défend une approche intégrée prenant en compte les réalités économiques et les contraintes des agriculteurs et souligne la nécessité de prix justes et de marchés stables. Dans son approche, elle critique donc la polarisation du débat entre ceux qui soutiennent une transition écologique radicale et ceux qui mettent en avant la compétitivité économique, arguant que cette opposition est contre-productive.

### 1.2.1. Défis politiques et économiques de la transition

Tout en plaidant pour la viabilité économique de la transition agroécologique, Aurélie Catalo insiste sur le fait qu'elle ne peut réussir que si les agriculteurs ont l'assurance que leurs nouveaux produits (comme les légumineuses ou les produits sans pesticides) seront achetés à un prix juste. Il s'agit donc de **créer des incitations économiques** solides pour encourager les agriculteurs à changer leurs pratiques. Par rapport à ce besoin d'équité vis-à-vis des agriculteurs, elle note toutefois, que le cadre politique, au niveau national et européen, est insuffisant pour garantir une transition effective. D'où la nécessité d'un **renforcement des politiques publiques** pour inclure non seulement les exploitations agricoles, mais aussi l'ensemble des acteurs de la chaîne, y compris les industries agroalimentaires et les consommateurs, dans les stratégies de transition.

*« Qui connaît vraiment les niveaux de concurrence sur les prix que subit l'abattoir x de Bretagne qui doit rivaliser avec l'abattoir x des Pays-Bas. C'est d'une complexité inouïe. Mais pour aller parler à l'agriculteur ou au gestionnaire de l'abattoir, il n'est pas inutile de savoir que ce qui compte pour lui, à la fin du mois, c'est combien son porc va être payé. Or, le prix du porc dépend de toute une connaissance de l'écosystème économique dans lequel il est inscrit »* **Aurélie Catalo**

### 1.2.2. Rôle des territoires

Tout en considérant que les territoires ont un rôle à jouer dans l'expérimentation, l'innovation, et la démonstration de solutions locales, Aurélie Catalo estime qu'ils ne peuvent pas, à eux seuls, mener à une transition agro-écologique massive sans des réformes profondes au niveau national et européen. L'action des territoires a intérêt à se concentrer sur la remontée des obstacles rencontrés à l'échelle locale. Car selon elle, les initiatives locales doivent servir de levier pour influencer les décideurs nationaux et européens.

### 1.2.3. Pour une dépoliarisation du débat entre agroécologie et compétitivité

Aurélié Catallo met en avant la polarisation du débat actuel entre ceux qui soutiennent une transition agro-écologique radicale et ceux qui mettent en avant la compétitivité économique des filières agricoles françaises et européennes. Elle estime que cette opposition est contre-productive et défend un consensus où la viabilité économique et la transition écologique sont conciliées.

Pour dépoliariser le débat, elle plaide donc pour une **meilleure compréhension des réalités économiques et environnementales** par toutes les parties prenantes. Par exemple, elle souligne que les agriculteurs doivent comprendre les enjeux environnementaux derrière les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tandis que les défenseurs de l'environnement doivent être plus conscients des contraintes économiques des exploitants agricoles. Si on veut arriver à trouver un consensus et dépasser la polarisation, il va bien falloir que ceux qui raisonnent avant tout par un prisme socio-économique comprennent la légitimité et le bien fondé des enjeux environnementaux et réciproquement.

*« C'est absurde d'opposer la viabilité économique des opérateurs des filières agricoles à la transition agroécologique. On a absolument besoin des deux. La seule question valable est : à quelles conditions peut-on avoir une viabilité économique d'acteurs en transition agroécologique ? » Aurélié Catallo*

Ce débat approfondi entre les deux intervenants a mis en lumière des perspectives complémentaires, bien que parfois opposées, sur la transition agro-écologique. Nicolas Bricas a apporté tous les éléments d'analyse concernant la dualité entre deux modèles, soulignant le risque que "la troisième révolution agricole", influencée par des intérêts économiques, marginalise l'agroécologie. Il voit les territoires comme une possible réponse à cette tendance, mais reste sceptique quant à la coexistence des deux modèles.

De son côté, Aurélié Catallo, tout en reconnaissant cette dualité, plaide pour une approche moins clivante, visant à concilier les objectifs économiques et environnementaux. Elle prône une transition systémique intégrant l'ensemble de la chaîne alimentaire, tout en insistant sur la nécessité de garantir la viabilité économique des exploitants agricoles.

## 1.3. Quel rôle pour les territoires dans l'évolution du cadre national et européen ?

Les intervenants sont unanimes sur le fait que les territoires ne doivent pas se limiter à des initiatives locales isolées. Si les expérimentations locales sont essentielles pour tester des solutions innovantes, elles ne peuvent pas, à elles seules, engendrer une transformation systémique à grande échelle. Il est donc crucial que les territoires exploitent les leçons tirées de ces initiatives pour influencer les politiques nationales et européennes. Nous analyserons comment les acteurs engagés dans ces expérimentations locales intègrent ce processus d'influence dans leurs projets, au-delà de leurs propres territoires.

### 1.3.1. La fédération des territoires comme contre-pouvoir

Les territoires, en se regroupant et en coordonnant leurs actions, peuvent avoir une influence significative sur les réformes nécessaires à l'échelle nationale et européenne, par exemple en promouvant des politiques tournées vers l'agroécologie et d'autres modèles alternatifs, en réponse aux verrous actuels du système alimentaire façonné par quelques grands acteurs. Dans ce cas de figure, Nicolas Bricas estime qu'ils peuvent devenir de puissants contre-pouvoirs face aux acteurs

économiques dominants qui soutiennent des modèles agricoles traditionnels ou axés sur le numérique. Il cite l'exemple de la **European Food Policy Coalition**, une fédération d'acteurs de la société civile européenne, qui milite pour une politique alimentaire européenne intégrée. Cette coalition rassemble des territoires engagés, pour peser sur les décisions européennes et défendre des systèmes alimentaires plus durables, justes et résilients.

### 1.3.2. L'influence des territoires dans le cadre national et européen

Précisément, la mise en réseau des territoires peut jouer un rôle majeur dans la remontée des obstacles et des solutions identifiées localement vers les instances décisionnelles nationales et européennes. A ce titre, plusieurs intervenants ont mis en avant la nécessité d'un cadre politique plus ambitieux, qui ne se contente pas d'encourager les transitions locales mais qui intègre systématiquement les résultats des expérimentations territoriales dans la politique agricole commune (PAC) et d'autres régulations européennes. C'est à travers cette **synergie entre l'action locale et la réforme des cadres nationaux et européens** que la transition agro-écologique pourra devenir une réalité à grande échelle. Par conséquent, sans cette connexion avec les niveaux de gouvernance supérieurs, les actions territoriales risquent d'être perçues comme des initiatives « anecdotiques », incapables de provoquer des changements systémiques. Les débats ont donc fait unanimité pour une meilleure coordination et un dialogue renforcé entre les différents échelons de décision, afin que les territoires puissent réellement contribuer à l'évolution des politiques publiques.

## 1.4. Éléments de synthèse

Nicolas Bricas et Aurélie Catallo ont clairement souligné que les territoires, en tant que lieux d'expérimentation clés, doivent se positionner comme des acteurs essentiels de la transition agro-écologique. En fédérant leurs actions, ils peuvent exercer une influence significative sur les décisions nationales et européennes. **Grâce à la mise en réseau et à la coordination, ces territoires ont la capacité de devenir des moteurs du changement**, en soutenant des propositions politiques qui reflètent leurs besoins et innovations, tout en influençant les réformes à l'échelle nationale et européenne. Nicolas Bricas cite l'European Food Policy Coalition comme un exemple concret illustrant comment une fédération d'acteurs peut se mobiliser pour faire évoluer le cadre politique en faveur de systèmes alimentaires plus durables et équitables. Cette fédération estime que les territoires ont un potentiel pour agir comme contre-pouvoirs face à un système qui les verrouille, à condition qu'ils s'organisent et s'affirment.



## Partie 2 : Les territoires, creusets d'une dynamique de transition alimentaire

### 2.1. Lever les verrous locaux : les territoires, catalyseurs d'innovation agricole



Cette seconde partie des débats explore comment les territoires jouent un rôle clé dans l'accélération de la transition agro-écologique en surmontant les obstacles locaux, et comment une collaboration entre acteurs locaux permet de construire les solutions agricoles répondant aux réalités spécifiques des territoires, tout en activant les leviers les plus adaptés à leurs problématiques.

#### 2.1.1. La mobilisation des territoires autour d'expérimentations

Plusieurs intervenants ont illustré comment les territoires peuvent se mobiliser autour de projets agro-écologiques et alimentaires. **Éric Braive**, maire de Leuville-sur-Orge et président de Cœur d'Essonne Agglomération, a mis en avant l'exemple de la **Ferme de l'Envol**, une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) créée dans le cadre du programme SESAME et lauréate du plan TIGA (Territoires d'Innovation de Grandes Ambitions). Ce projet innovant, qui s'étend sur 70 hectares et produit 240 tonnes de légumes, combine production maraîchère, agriculture biologique et engagement citoyen. La Ferme de l'Envol incarne ainsi un modèle d'expérimentation agricole visant à répondre aux défis de la transition alimentaire et à préserver les terres agricoles en impliquant les acteurs locaux.

Dans la même lignée, **Élodie Blanchard**, directrice générale de la SCIC Ceinture Verte Terroirs de Haute-Vienne, offre une perspective éclairante sur la manière dont les territoires peuvent surmonter les obstacles et activer des leviers efficaces pour accélérer la transition agro-écologique et alimentaire. Elle a présenté son **réseau de coopératives**, qui soutient l'installation de maraîchers sur divers territoires, avec pour objectif de faciliter l'implantation agricole en adaptant les projets aux spécificités locales, tout en assurant un accompagnement technique pour les producteurs. Forte de son expérience, elle souligne que les territoires ont la capacité de lever les verrous en ajustant les initiatives agricoles aux réalités du terrain et en réunissant une diversité

d'acteurs au sein des coopératives. Elle identifie des défis propres à chaque territoire, tels que la commercialisation ou la formation, et explique que les coopératives de la Ceinture Verte œuvrent à surmonter ces obstacles en fédérant collectivités, entreprises, habitants et partenaires locaux. Chaque territoire étant unique, ces coopératives peuvent ainsi traiter des problématiques spécifiques tout en partageant des solutions applicables à d'autres régions confrontées aux mêmes enjeux.

*“C'est souvent grâce à des élus moteurs que les choses commencent à bouger sur un territoire (...) en général, il nous faut la force publique pour trouver du foncier et pour le sanctuariser”* **Élodie Blanchard**

Dans sa présentation de l'association Terres en Ville dont il est directeur, **Florent Yann Lardic**, met en lumière le rôle précurseur des SCoT (schémas de cohérence territoriale) dans les territoires. Il souligne leur contribution majeure à freiner l'étalement urbain et à définir les terres à préserver. Il cite notamment le SCoT de Montpellier de 2004-2005, qui a marqué un tournant en changeant le regard porté sur l'aménagement du territoire, en plaçant la préservation des terres agricoles et naturelles au cœur des priorités dans la planification urbaine.

### 2.1.2. Les territoires, vecteurs de transformations

Lors de son intervention, **Yuna Chiffolleau**, directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE), a mis en avant le **rôle-clé des circuits courts comme leviers de transformation** des systèmes agricoles et alimentaires. Elle a démontré que ces circuits, profondément ancrés dans les territoires, permettent de dépasser les normes conventionnelles de commercialisation, tout en encourageant des pratiques écologiques et en renforçant la résilience des agriculteurs face aux crises. En valorisant des modèles hybrides où l'autonomie des producteurs et les relations directes avec les consommateurs sont essentielles, les circuits courts incarnent une dynamique de changement économique et social.

Cette analyse est particulièrement pertinente pour comprendre comment les circuits courts contribuent à l'écologisation des pratiques agricoles. En libérant les agriculteurs des normes strictes du marché traditionnel (calibres, esthétique), ces circuits permettent de valoriser des produits écartés des chaînes classiques, ce qui favorise des pratiques agricoles moins dépendantes des intrants chimiques. Yuna Chiffolleau décrit ainsi un **modèle hybride** où la transition écologique devient possible sans renoncer à la logique marchande.

Elle souligne également que les circuits courts ont joué un rôle crucial pour les agriculteurs en situation de crise. Ce fût précisément le cas de la crise viticole du Languedoc, où certains producteurs se sont tournés vers ces circuits en tant que mécanisme de survie. Deux éléments clés renforcent cette résilience :

- **Diversification des débouchés** : en se libérant des grandes chaînes de distribution et en diversifiant leurs canaux de vente, les agriculteurs sont moins vulnérables aux fluctuations du marché global. Les circuits courts permettent de réduire leur dépendance aux intermédiaires et à la volatilité des prix internationaux.
- **Réseaux de solidarité locaux** : ces circuits encouragent des relations directes avec les consommateurs et d'autres acteurs locaux, créant un tissu social fort qui peut aider à surmonter les difficultés économiques. En cas de crise (économique ou climatique), ces réseaux offrent une sécurité accrue en termes de soutien financier ou logistique.

Vus sous cet angle, les circuits courts apparaissent donc comme une des solutions concrètes face à l'incertitude croissante dans le secteur agricole, tout en contribuant à une transformation écologique et socio-économique durable.



*“Il ne faut pas aller vers l'idée de tout relocaliser mais il s'agit de bien de reprendre la main sur les flux alimentaires, qu'ils soient locaux ou interterritoriaux, et de transformer les dépendances en partenariats, en pensant des alliances y compris avec les territoires voisins” Yuna Chiffolleau*

### 2.1.3. Les territoires, forces de propositions

Les débats ont révélé que les territoires jouent un double rôle essentiel : ils sont à la fois des lieux d'expérimentation et des forces de propositions. En initiant des projets locaux innovants, ils influencent les politiques publiques en répondant aux besoins spécifiques des populations. Comme l'explique Florent Yann Lardic, chaque verrou et chaque solution résident dans diverses politiques publiques et systèmes d'acteurs, ce qui rend crucial le besoin de synergies entre ces différents niveaux.

En intégrant des objectifs environnementaux dans des modèles économiques viables, les projets présentés deviennent des moteurs potentiels de transformation des politiques publiques, notamment à travers des programmes comme France 2030 qui soutiennent l'agriculture durable. Éric Braive, avec la Ferme de l'Envol, un projet pionnier d'agriculture maraîchère biologique, démontre comment un territoire peut non seulement préserver ses terres agricoles mais aussi prouver l'impact positif de pratiques vertueuses. Créée sur d'anciens terrains militaires, cette ferme incarne une initiative novatrice en matière de transition agro-écologique.

De même, les coopératives agricoles dirigées par Élodie Blanchard montrent aux décideurs publics que des solutions locales sont possibles, notamment pour faciliter l'installation de maraîchers. En associant collectivités, entreprises et citoyens, ces territoires ont réussi à surmonter des obstacles liés au foncier et à la formation, tout en proposant des modèles agricoles

durables. Ce type de coopération pourrait inspirer une meilleure intégration des territoires dans les stratégies nationales de transition agro-écologique.

Un point fort de ces expérimentations réside dans **l'ambition de mutualisation** portée par leurs acteurs. La Ferme de l'Envol, par exemple, est déjà engagée dans une alliance territoriale avec six villes, approvisionnant une cuisine centrale qui fournit les cantines scolaires en produits issus de cette ferme, et bientôt d'autres exploitations. Cette logique de transposition du modèle vers d'autres projets, au travers de partenariats interterritoriaux, est essentielle à sa diffusion.

Cependant, malgré ces succès locaux et leur potentiel à générer des propositions pour les politiques agricoles et alimentaires nationales, ces initiatives peinent à changer d'échelle sans un portage politique fort. Éric Braive et Élodie Blanchard insistent sur **la nécessité d'une impulsion de l'État pour structurer durablement ces actions à l'échelle nationale**. Sans une politique publique ambitieuse, ces projets demeurent des exemples isolés, alors qu'ils pourraient devenir des leviers de transformation systémique.

En conclusion, les territoires, bien que moteurs d'initiatives innovantes, ne peuvent à eux seuls transformer le système. Ils sont des espaces d'expérimentation, mais pour un impact durable, il est impératif que l'État prenne en main cette transition en soutenant ces projets et en les intégrant dans une stratégie globale. Ce constat rejoint totalement celui des scientifiques Nicolas Bricas et Aurélie Callalo.

## 2.2. Regards croisés sur les forces des initiatives locales agro-écologiques

Ces débats sur les territoires comme catalyseurs de l'innovation agricole, ont permis de confronter des expériences diverses et de mettre en lumière la puissance des initiatives locales.

Élodie Blanchard souligne **l'importance de l'engagement collectif, de l'innovation locale et de la coopération** entre les différents acteurs pour bâtir des systèmes alimentaires durables et résilients. Elle défend une approche intégrée et coopérative pour surmonter les défis territoriaux liés à la transition agro-écologique. En adaptant les projets aux réalités locales, en identifiant les verrous spécifiques et en mobilisant divers leviers (techniques, financiers, sociaux), elle démontre que les territoires peuvent devenir de véritables moteurs de changement.

Eric Braive partage cette vision de l'engagement collectif. Il met en avant la force de son projet, qui a permis de créer une plateforme agricole commune pour les 21 communes de l'agglomération Cœur d'Essonne, intégrant des problématiques alimentaires tout en préservant l'agriculture. Selon lui, le travail collectif, des échanges constants et une planification à long terme via des outils comme le SCoT (schéma de cohérence territoriale) sont essentiels pour assurer la pérennité des terres agricoles et l'avenir des jeunes agriculteurs. Il insiste aussi sur l'importance d'une approche opérationnelle, axée sur l'action concrète, plutôt que sur des plans abstraits, pour répondre efficacement aux crises agricoles et à l'urbanisation croissante.

*“Le SCoT est le cliquet de départ. C'est lui qui sanctuarise des terres agricoles et forestières. Et c'est une décision politique. Nous avons réussi à développer notre projet SESAME parce que nous avons figé certaines terres”* **Éric Braive**

Un des points forts du projet de la **Ferme de l'Envol**, selon lui, réside dans la transformation d'un sol non cultivé en une ferme exemplaire sur le plan écologique, grâce à un partenariat avec AgroParisTech pour évaluer l'impact environnemental. Cette ferme incarne une approche inclusive



et territoriale, avec des objectifs concrets, tels que fournir 50 % des produits aux cantines locales et créer 100 fermes sur le territoire, tout en réintroduisant une agriculture durable en zone périurbaine.

Au travers la présentation du projet « **Dijon Alimentation Durable 2030** » **Sophie Nicklaus**, directrice scientifique adjointe Alimentation et Bioéconomie à l'INRAE, a expliqué comment ce projet a joué un rôle de catalyseur pour l'écosystème local, avec une forte mobilisation des acteurs dès la phase de conception, notamment grâce à de nombreuses réunions pour en définir les objectifs. Le projet a permis d'inciter à des pratiques agroécologiques tout en intégrant les aspects de la consommation et de la restauration collective, avec l'idée de relocaliser l'alimentation, par exemple à travers la restauration scolaire.

Pour Florent Yann Lardic, la force des **projets alimentaires territoriaux (PAT)** est centrale dans la transformation des systèmes alimentaires et économiques locaux. Il reconnaît que certaines initiatives peuvent exister sans ces dispositifs, mais les PAT jouent un **rôle structurant** en coordonnant les efforts collectifs, en protégeant les acteurs locaux contre les conflits et en facilitant l'accès à des débouchés, notamment la restauration scolaire. Il prend l'exemple d'un territoire breton où, grâce à l'intégration des circuits courts dans des structures publiques, les maraîchers économiquement fragiles peuvent désormais envisager une plus grande stabilité. Cette dynamique en cascade mobilise non seulement les producteurs, mais aussi les collectivités et d'autres acteurs économiques, comme les coopératives laitières, pour établir des partenariats durables.

**Yuna Chiffolleau** partage cette vision en présentant les projets alimentaires territoriaux comme des moteurs de transformation. Ils unissent les acteurs locaux autour d'initiatives alimentaires, renforcent la résilience des territoires, et favorisent une transition écologique et sociale. Grâce à une approche collective et décentralisée, les PAT permettent de dépasser la dépendance aux subventions publiques en construisant des modèles économiques et alimentaires durables, adaptés aux spécificités locales.

Ainsi, les cinq intervenants convergent sur plusieurs points essentiels :

1. **Le rôle des territoires dans la transition** : tous s'accordent sur l'importance des territoires comme moteurs d'une transition alimentaire durable. Florent Yann Lardic insiste sur l'impact structurant des PAT; Éric Braive montre comment la Ferme de l'Envol a transformé un site militaire en modèle agricole au service des territoires urbains et périurbains.
2. **Innovation et expérimentation locale** : les projets locaux sont vus comme des laboratoires d'innovation. Éric Braive expérimente une approche écologique et inclusive avec la Ferme de l'Envol. Florent Yann Lardic souligne le rôle des PAT pour ancrer ces initiatives dans les politiques locales. Yuna Chiffolleau met en lumière leur rôle dans l'écologisation des pratiques agricoles et le renforcement des liens socio-économiques.
3. **Résilience face aux crises** : tous s'accordent sur la nécessité de préparer les territoires aux crises, économiques ou environnementales. Yuna Chiffolleau et Florent Yann Lardic valorisent les PAT et circuits courts comme des outils de résilience. Éric Braive vise à réduire la dépendance des cantines scolaires aux circuits classiques grâce à la Ferme de l'Envol.
4. **Collaboration multi-acteurs** : unanimement, ils insistent sur l'importance de la coopération entre collectivités, agriculteurs et acteurs économiques. Éric Braive et Florent Yann Lardic



misent sur des partenariats solides. Yuna Chiffolleau souligne le rôle des projets collaboratifs pour repenser les modèles agricoles.

Ces points illustrent une vision partagée d'une transition agricole locale et résiliente, axée sur l'expérimentation et la collaboration. Les intervenants Élodie Blanchard, Florent Yann Lardic, Yuna Chiffolleau, Sophie Nicklaus et Éric Braive convergent dans leur analyse sur l'immense potentiel des territoires en tant que creusets d'une transformation agricole et alimentaire durable. Ancrée dans des initiatives locales comme les projets alimentaires territoriaux et les expérimentations concrètes telles que celle de la Ferme de l'Envol, cette transformation repose sur une coopération étroite entre agriculteurs, collectivités et coopératives. Ensemble, ces acteurs réinventent des modèles économiques justes et résilients, capables de faire face aux crises actuelles tout en construisant un avenir écologique. En reconnectant producteurs et consommateurs et en valorisant les circuits courts, ils démontrent que l'innovation locale est non seulement un choix d'avenir, mais également une nécessité absolue pour établir des systèmes alimentaires robustes et autonomes, adaptés aux spécificités de chaque territoire.

## 2.3. Stratégies et leviers d'action pour des territoires en transition

### 2.3.1. PAT : outil stratégique ou cadre limitant ?

Les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont souvent présentés comme un outil pertinent pour structurer la transition vers des systèmes alimentaires plus durables. Florent Yann Lardic a souligné que les PAT représentent un cadre efficace pour organiser la transition alimentaire à l'échelle des territoires. Ils permettent de fédérer les différents acteurs locaux — collectivités, producteurs, distributeurs, et citoyens — autour de projets communs visant à promouvoir les circuits courts, renforcer la sécurité alimentaire locale, et réduire l'impact environnemental de la production agricole. De ce fait, leur capacité à structurer et à coordonner les initiatives locales en fait un outil stratégique pour répondre aux crises actuelles, notamment climatiques et économiques.

*“Le PAT de Lorient a fait bouger la Chambre d'agriculture du Morbihan qui s'est dit : il y a une dynamique, il faut prendre le train maintenant (...). Le résultat a été la création de la marque locale Lait du Pays de Lorient. Il y a eu l'impulsion du PAT et un support business, l'accord de collecte passé avec une laiterie. C'est une démonstration concrète de l'influence des PAT sur le comportement des agents économiques” Florent Yann Lardic*

Toutefois, plusieurs intervenants ont mis en lumière les limites des PAT, notamment en termes de gouvernance. Selon Nicolas Bricas et Aurélie Catallo, la **structuration institutionnelle** des PAT peut parfois freiner l'appropriation citoyenne. Ils sont souvent perçus comme trop technocratiques ou déconnectés des réalités locales, rendant difficile l'implication des populations dans les processus de décision et d'action. Cette distance institutionnelle nuit à leur efficacité, car la transition alimentaire nécessite un engagement fort des citoyens pour être véritablement transformatrice.

**La question des financements** a également été au centre des discussions. Les PAT, pour être viables et durables, nécessitent un soutien financier important, qui varie souvent selon les territoires. Yuna Chiffolleau a souligné l'inégalité entre les territoires en termes de ressources et de capacité à mobiliser des financements publics ou privés. Sans un appui financier stable, les PAT risquent donc de se limiter à des actions ponctuelles, sans réelle pérennité ni impact à long terme.

Dans ce contexte, certains intervenants, comme Elodie Blanchard, proposent **une démarche alternative aux PAT**, soulignant qu'il est possible de mettre en place des initiatives alimentaires sans passer par ce cadre institutionnel. Elle défend l'idée que des projets plus souples, moins institutionnalisés, mais qui rassemblent efficacement les acteurs locaux, peuvent tout aussi bien contribuer à la transition alimentaire. L'intérêt de cette approche est de valoriser **la participation citoyenne et la flexibilité**, tout en permettant une adaptation rapide aux besoins et aux spécificités locales.



C'est également la vision que défend **Anaëlle Contrepois**, conseillère Déchets, Économie circulaire, Commande publique & Agriculture à Intercommunalités de France, qui, tout en admettant les PAT comme des outils potentiellement puissants, estime que leur réussite dépend d'une meilleure gouvernance locale et d'une implication plus active des habitants et des producteurs. Tout comme Élodie Blanchard, elle défend l'idée qu'on peut s'affranchir des PAT à condition que tous les acteurs soient réunis et engagés autour d'un projet commun.

*“La question de la visibilité et de la pérennisation des financements est importante pour accompagner le développement des PAT”* **Anaëlle Contrepois**

Ainsi, bien que les PAT constituent un levier intéressant, leur efficacité dépend largement de leur capacité à recourir à une gouvernance adaptée, à mobiliser les citoyens et à assurer des financements appropriés. Sans ces éléments, des initiatives alternatives, plus inclusives et moins institutionnalisées, pourraient s'avérer aussi efficaces dans la transformation des stratégies alimentaires des territoires.

### 2.3.2. « Territoires Fertiles » : Une plateforme numérique au service de la transition alimentaire locale

**Territoires Fertiles**, présenté par **Pauline Falgareiro**, chef de projet au Lab des Territoires à la Banque des Territoires, est une plateforme numérique collaborative (<https://territoiresfertiles.fr/>) visant à accompagner les collectivités dans la transition agroécologique et alimentaire. Il s'agit d'une plateforme ouverte, dont l'objectif est de **sensibiliser les acteurs locaux aux enjeux de la**

**transition alimentaire, tout en leur fournissant des outils concrets** pour évaluer et renforcer leur propre capacité à offrir un accès durable et équitable à une alimentation de qualité. En ce sens, elle ne se limite pas à fournir des données, mais intègre également des perspectives sur la souveraineté alimentaire locale, la lutte contre la précarité, ainsi que la résilience des systèmes agricoles. Reposant sur l'open data, elle permet de collecter et d'analyser des informations sur l'autonomie alimentaire, la vulnérabilité sociale ou encore la situation économique des agriculteurs. Cela permet aux collectivités de mieux comprendre les spécificités de leur territoire et de concevoir des politiques locales adaptées. Ce dispositif collabore avec des partenaires comme Les Greniers d'Abondance, la FNAB et Terre de Liens, pour inscrire ces enjeux dans l'agenda politique local et favoriser des solutions innovantes pour la résilience alimentaire.

*“L'idée est d'avoir des chiffres-clés territorialisés. Votre territoire est-il nourricier ou pas?”* **Pauline Falgareiro**

### 2.3.3. « Territoires d'innovation » : Une évaluation participative pour des impacts durables

**Marie Roubellat**, responsable Territoires d'innovation France 2030 à la Banque des Territoires, a présenté le projet comme un outil-clé pour tester et transformer des initiatives locales à travers des laboratoires vivants. Elle a décrit une **double approche d'évaluation**, combinant une évaluation **formative** pour guider les projets en temps réel, et une évaluation **sommative** pour mesurer les impacts à long terme, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Cette approche vise à soutenir l'innovation tout en assurant un suivi rigoureux des résultats. En complément de cette approche, Florent Yann Lardic a mis l'accent sur les exigences d'une évaluation efficace, plaidant pour des mécanismes d'évaluation clairs qui permettent des ajustements en fonction des résultats obtenus, Sophie Nicklaus sur l'inclusion des parties prenantes dans le processus d'évaluation pour s'assurer que les projets répondent aux besoins locaux et améliorent leur acceptabilité et Yuna Chiffolleau sur la nécessité de contextualiser les évaluations selon les spécificités locales des territoires et de mettre en place un suivi efficace pour évaluer les impacts sur le long terme.

*“Le trait saillant qui se dégage des sept lauréats de Territoires d'innovation qui portent des projets agro-écologiques est le rôle de la collectivité comme coordinatrice, comme assemblée faisant vivre le collectif imaginé au départ”* **Marie Roubellat**

## 2.4. Les acteurs s'expriment et témoignent

### 2.4.1. La Banque des Territoires : catalyseur des transitions

La Banque des Territoires occupe une place centrale dans le soutien aux projets locaux de transition alimentaire en France. A travers ses actions, elle accompagne les territoires dans leurs efforts pour promouvoir une agriculture durable et garantir un accès à une alimentation de qualité pour tous. Plusieurs intervenants du séminaire ont souligné cet engagement, faisant de la Banque un acteur-clé du développement durable. Pauline Falgareiro a notamment mis en avant son rôle dans la création de la plateforme Territoires Fertiles, un outil crucial pour aider les collectivités à mieux appréhender les enjeux alimentaires grâce à des données et des exemples de bonnes pratiques. Élodie Blanchard a évoqué le soutien de la banque dans le développement de projets innovants, visant à structurer la filière maraîchère et à garantir la pérennité des nouveaux installés, au-delà des seules fermes Ceinture Verte. Eric Braive, dans le cadre de la construction de ses partenariats, cherche à tirer parti des nombreuses connexions de la Banque des Territoires avec des industriels et entreprises pour renforcer son réseau de partenaires autour de la Ferme de l'Envol. Il évoque à ce titre, son expérience dans la construction d'une alliance exceptionnelle entre

la Banque des territoires, la Chambre d'agriculture, la SAFER et 51 partenaires dans le cadre de son projet.

#### 2.4.2. Valoriser les pratiques agricoles durables au service de la protection de l'eau

**Magali Grand**, responsable du pôle Protection des ressources en eau à la Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR) a expliqué que le projet **Terres de Sources**, qu'elle coordonne, est né pour valoriser économiquement les efforts des agriculteurs dans la protection de l'eau. Depuis plus de 20 ans, la CEBR les accompagne dans l'adaptation de leurs pratiques agricoles sur les zones de captage pour garantir une eau potable de qualité pour 75 communes autour de Rennes. Face à la concurrence des pratiques conventionnelles, ces agriculteurs ont demandé une reconnaissance économique de leurs efforts, aboutissant à la création de Terres de Sources. Ce programme **associe protection de l'eau et valorisation des produits alimentaires durables**, désormais intégrés aux cantines scolaires pour renforcer le lien entre agriculture responsable et consommation locale.

*“Nous avons créé un marché public de protection de la ressource en air et en eau. A travers ce marché, on opère trois choses : la protection de la qualité de l'eau et de l'air; l'éducation à une alimentation durable; des produits alimentaires”* **Magali Grand**

#### 2.4.3. Plaider pour une transition collaborative et émancipatrice

**Dominique Hays**, directeur de projet du Pôle territorial de coopération économique (PTCE) Écopôle alimentaire de Loos-en-Gohelle et président du réseau Cocagne, a mis en avant la dimension collective de la transition. Il plaide pour une démarche à la fois collaborative et émancipatrice. En soulignant l'importance de créer des bassins d'activités fonctionnels infrarégionaux pour renforcer les solidarités entre les communautés de communes, il insiste sur la nécessité de décloisonner les approches, tant temporelles que organisationnelles afin de stimuler l'innovation. Il promeut également l'éducation populaire pour sensibiliser la population aux enjeux alimentaires et appelle à un réagencement des règles, en réponse au cloisonnement qui freine l'innovation sociale. Il présente ainsi **une vision émancipatrice des transitions**, où chacun doit prendre des risques pour les autres et remettre en question les obstacles à la coopération. Pour lui, une dynamique de coopération est cruciale pour relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle et promouvoir une transition alimentaire durable et inclusive. Il s'agit donc de placer l'humain, la participation citoyenne et la justice sociale au cœur des transformations.

*“Avec l'écopôle, nous activons quatre leviers : la structuration d'une filière bio et locale; l'accessibilité à tous du bien vivre alimentaire; la professionnalisation des personnes peu ou pas qualifiées; une trajectoire économique déclinée sur les bases de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération”* **Dominique Hays**

#### 2.4.4. Renforcer l'inclusion au cœur de la transition alimentaire

**Sophie Nicklaus** a mis l'accent sur l'importance cruciale de l'inclusion dans la transition alimentaire, particulièrement dans le cadre du projet Dijon Alimentation Durable 2030 dont elle assure la direction scientifique. Elle souligne que la collectivité doit agir là où elle a les moyens

d'influencer, en intégrant des dimensions sociales dans ses actions. Pour garantir l'accès à une alimentation de qualité pour tous, elle aborde **la question du prix**, un facteur majeur pour les populations en situation de précarité. Elle évoque également l'idée que **la végétalisation des assiettes** peut servir de **levier d'inclusivité**, car elle permet de répondre aux besoins alimentaires des différentes cultures, notamment en évitant les problématiques liées à la qualité de la viande. Son projet inclut des initiatives en matière de restauration collective et d'aide alimentaire, visant à encourager des pratiques plus durables tout en garantissant la cohésion sociale au sein des communautés.

*“Le fait d'être chercheur dans le projet me donne l'occasion de faire de la recherche action et de procéder à différentes activités d'évaluation (...). Le levier territorial est celui où l'on voit les problèmes, où l'on peut essayer d'apporter des solutions par rapport à un niveau macro. Quand on fait des modèles globaux sur la façon dont on va couvrir les besoins alimentaires de la population, on n'arrive pas à décliner cette notion territoriale (...)”* **Sophie Nicklaus**

## 2.5. Pour une transition agro-écologique intégrée

En conclusion du séminaire, **Jean-Louis Rastoin**, professeur émérite à Montpellier SupAgro, fondateur et conseiller scientifique de la chaire Unesco “Alimentations du Monde”, a remis en perspective l'ensemble des débats dans un cadre global. Il a tenu à souligner, au même titre que les autres intervenants, à quel point ce thème de la transition est à la fois un défi complexe et une opportunité transformatrice pour l'agriculture et les territoires. Il a donc évoqué la nécessité d'une approche systémique et intégrée pour comprendre la complexité des systèmes agro-alimentaires. Considérant que la transition ne peut être pleinement réussie que si elle prend en compte les interactions dynamiques entre production, consommation, et impacts environnementaux, il a rappelé que le recours à **une démarche holistique** est essentiel pour développer des solutions durables et efficaces, adaptées aux défis multifacettes auxquels sont confrontés les territoires.

Mettant en avant le **rôle central de l'innovation et de la recherche**, Jean-Louis Rastoin a plaidé pour un soutien renforcé aux recherches avant-gardistes qui non seulement explorent de nouvelles technologies, mais sont également adaptées aux contextes locaux. En ce sens, il plaide pour **une recherche-action collaborative** qui relie les avancées scientifiques aux besoins réels des territoires, garantissant que les solutions proposées soient pertinentes et applicables.

La nécessité d'une collaboration renforcée entre chercheurs, agriculteurs, collectivités locales et consommateurs a été également au cœur de son propos, tant cette coopération est vitale pour élaborer des solutions adaptées et pour garantir une mise en œuvre efficace des pratiques agro-écologiques. A ce titre, il rejoint plusieurs intervenants qui ont abordé au cours de ce séminaire la question de **l'implication des communautés locales** en tant que levier stratégique qui permet de faire avancer la transition, en veillant à ce que les initiatives soient ancrées dans les réalités et les besoins locaux. Il propose donc de renforcer cette implication avec plus de formation, de sensibilisation et de transfert d'innovations, considérant que l'on doit convaincre les agriculteurs, qui sont dans des routines de modèles technico-économiques agro-industriels, qu'ils peuvent gagner correctement leur vie en passant à l'agroécologie.

Dans ce contexte, **la révision des politiques publiques** et leur alignement avec les objectifs de la transition sont ressortis comme une condition cruciale pour faciliter l'implémentation des initiatives locales et leur démultiplication. Il s'agit de bâtir des politiques publiques adaptées qui doivent jouer un rôle de catalyseur, en soutenant les efforts locaux tout en harmonisant les objectifs à l'échelle nationale. L'intervention de Jean-Louis Rastoin a ainsi réaffirmé l'importance d'une approche intégrée, collaborative et soutenue par des politiques adaptées pour réussir la transition



agro-écologique. Cette vision, qui est en parfaite cohésion avec celle des différents intervenants et participants, appelle à une mobilisation collective pour transformer les systèmes alimentaires en des modèles plus durables et résilients.



*“Les coûts cachés de l'alimentation - coûts de santé, environnementaux et sociaux - ne figurent pas dans le prix de marché. Il faut les intégrer. Cela pose un problème très sérieux car le prix de l'alimentation ne peut qu'augmenter! Il faut trouver une solution à la précarité alimentaire. C'est très important (...) L'économiste Éloi Laurent a créé le concept fondamental de transition socio-écologique. La montée des inégalités est un fléau, il faut absolument les réduire”*  
**Jean-Louis Rastoin**

## Éléments conclusifs du séminaire

La transition alimentaire, au cœur des discussions de ce séminaire, s'est imposée comme une nécessité incontournable face aux crises environnementales et sociales exacerbées par les pratiques agricoles intensives.

Cependant, elle est confrontée à une réelle tension entre deux modèles concurrents : l'agroécologie, prônant durabilité et équité sociale, et une « troisième révolution agricole » axée sur les innovations technologiques. Ce dualisme crée une incertitude quant au modèle dominant à adopter pour assurer la résilience des systèmes alimentaires.

Dans ce contexte, les débats ont unanimement souligné le rôle central des territoires en tant que catalyseurs de la transition alimentaire. Les scientifiques autant que les acteurs sur le terrain ont montré que les territoires, véritables laboratoires d'expérimentation, permettent de mobiliser des acteurs à différents niveaux, d'innover et d'expérimenter des solutions adaptées à leurs spécificités locales. Des projets tels que les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), bien qu'ayant des limites institutionnelles, offrent des cadres pertinents pour structurer la transition, en particulier grâce à une gouvernance locale forte. Toutefois, plusieurs intervenants ont également mis en avant l'importance de trouver des alternatives plus flexibles et inclusives pour rassembler les acteurs locaux autour de projets communs.

La montée en compétence des acteurs locaux, la mise en réseau des territoires, et une gouvernance territoriale solide sont autant de leviers mis en évidence comme conditions pour réussir cette transformation. En revanche, la pérennisation des initiatives locales nécessite un soutien national et européen, ainsi qu'une révision des politiques publiques pour assurer une meilleure capitalisation des résultats des expériences locales et un alignement des objectifs à grande échelle.

### Quelle valeur ajoutée pour ce séminaire ?

En combinant innovations locales, critiques des politiques actuelles et plaidoyers pour un modèle économique plus inclusif et durable, intervenants et participants ont dégagé des axes de réflexion enrichissants. Ces idées constituent une réelle valeur ajoutée du séminaire et représentent des leviers concrets pour que les territoires relèvent efficacement les défis des transitions.

- 1. Rôle central des territoires comme moteurs d'innovation** : ce séminaire a démontré que les territoires, en tant que creusets de dynamiques locales, sont les lieux privilégiés pour expérimenter des solutions agro-écologiques adaptées. Ils constituent donc un levier essentiel pour transférer les bonnes pratiques locales à une échelle nationale et internationale.
- 2. Articulation entre différents modèles agricoles** : Contrairement aux approches polarisées, ce séminaire a confronté les deux voies de la transition alimentaire, en éclairant les tensions entre agroécologie et « troisième révolution agricole » (numérisation et innovation technologique). Le débat a permis de clarifier les divergences tout en laissant place à des hybridations potentielles.
- 3. Mobilisation de tous les acteurs** : Les intervenants ont souligné l'importance de la coopération entre les acteurs publics, privés et de la société civile, tout en mettant en avant

le rôle croissant des territoires comme contre-pouvoirs face aux grands lobbies économiques et l'importance de la participation citoyenne dans les solutions locales.

4. **Contribution à la réforme des politiques publiques** : Les discussions ont révélé les limites des politiques actuelles et les réformes nécessaires pour une transition alimentaire durable, avec des propositions de mise en réseau des territoires et de leurs expériences, afin de transformer le rapport de forces entre acteurs locaux et politiques nationales et européennes.
5. **Innovation dans la gouvernance** : les intervenants ont également évoqué l'importance d'une gouvernance flexible, capable de dépasser les verrous institutionnels, en tant que levier essentiel pour la transition agro-écologique. Les exemples concrets d'expérimentations locales, comme la Ferme de l'Envol, montrent que les territoires sont capables d'innover sur le plan organisationnel, au-delà des solutions purement techniques.

En conclusion, pour reprendre l'idée de Nicola Bricas, ce séminaire n'avait pas pour objectif de prédire l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation. Toutefois, il a révélé, à travers les retours d'expérience de scientifiques et d'acteurs de terrain, que la transition alimentaire représente à la fois un défi complexe et une opportunité de transformation pour l'agriculture et les territoires. Il a également mis en évidence que le succès de cette transition repose la capacité à concilier modèles économiques et environnementaux, tout en mobilisant les territoires comme moteurs de changement durable et inclusif à l'échelle locale, nationale et européenne.

## Annexes

### LES TERRITOIRES, MOTEURS D'UNE TRANSITION ALIMENTAIRE DURABLE ET INCLUSIVE

**Animation** : Sylvain ALLEMAND, journaliste

Jeudi 13 juin 2024 - Hub des Territoires - 72, avenue Pierre Mendès France, Paris 13

08:45 - 09:10	<i>Accueil</i>
09:10 - 09:20	<b>Mots d'accueil</b> <b>Lucile GRASSET</b> , directrice adjointe, Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST) <b>Linda REBOUX</b> , responsable du pôle Transition Écologique et Sociale, direction de l'Investissement, Banque des Territoires
09:20 - 10:30	<b>Vers un système alimentaire plus durable, plus sain, plus juste ?</b> <i>Grâce à l'apport des connaissances scientifiques, il s'agit de contextualiser et de caractériser la transition alimentaire actuelle, de comprendre comment elle se traduit en termes de transformation des modes de production et de consommation, et quelles pourraient être ses trajectoires dans le contexte de crise agricole.</i>
09:20 - 10h00	<b>Paroles de chercheurs</b>  <b>Nicolas BRICAS</b> , chercheur en socio-économie de l'alimentation au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD (MoISA), titulaire de la Chaire Unesco « Alimentations du monde » <b>Aurélié CATALLO</b> , directrice Agriculture France, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)
10h00 - 10h30	<i>Echanges avec les participants</i>
10h30 - 12h15	<b>Les territoires, creusets d'une dynamique de transition alimentaire</b> <i>Grâce à l'analyse d'une diversité d'acteurs, il s'agit de souligner quel peut être le rôle clé des territoires pour créer une dynamique de transition alimentaire privilégiant des pratiques agricoles et alimentaires durables et inclusives, quelles sont les grandes tendances et quelle est l'influence de la crise agricole sur l'évolution de cette dynamique.</i>
10h30 - 11h45	<b>Table ronde</b>  <b>Élodie BLANCHARD</b> , directrice générale SCIC Ceinture Verte Terroirs de Haute-Vienne <b>Eric BRAIVE</b> , maire de Leuville-sur-Orge, président de Cœur d'Essonne Agglomération <b>Yuna CHIFFOLEAU</b> , directrice de recherche, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) <b>Florent Yann LARDIC</b> , directeur de Terres en Villes

- 11h45 - 12h15 *Echanges avec les participants*
- 12:15 - 14h30 *Déjeuner*
- 14:30 - 14:45 **Présentation de la plateforme Territoires Fertiles**  
**Pauline FALGAREIRO**, cheffe de projet Lab des Territoires, Banque des Territoires

- 14:45 - 16h30 *Quelles bonnes pratiques pour réussir la transition alimentaire ?*  
*Retour sur des récits d'expériences*

*Grâce aux témoignages d'acteurs territoriaux conduisant des expériences innovantes et au regard d'experts, il s'agit de mettre l'accent sur les leviers et les freins - en particulier aux différents niveaux de la chaîne alimentaire - et sur les attentes des territoires pour définir des pistes d'actions favorables à la transformation des systèmes alimentaires.*

#### **Témoignages**

**Magali GRAND**, responsable du pôle Protection des ressources en eau, Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR), coordinatrice de Terres de Sources  
**Dominique HAYS**, directeur de projet, Pôle territorial de coopération économique (PTCE) Écopôle alimentaire de Loos-en-Gohelle, président du réseau Cocagne  
**Sophie NICKLAUS**, directrice scientifique du projet « Dijon Alimentation Durable 2030 », directrice scientifique adjointe Alimentation et Bioéconomie, INRAE

#### **Regards croisés**

**Anaëlle CONTREPOIS**, conseillère Déchets, Économie circulaire, Commande publique & Agriculture, Intercommunalités de France  
**Marie ROUBELLAT**, responsable Territoires d'innovation France 2030, Banque des Territoires

- 16:30 - 17h00 **Conclusion ouverte**

**Jean-Louis RASTOIN**, professeur émérite à Montpellier SupAgro, fondateur et conseiller scientifique de la chaire UNESCO « Alimentations du monde », membre de l'Académie d'Agriculture de France



## BIOGRAPHIES



**Elodie Blanchard** est directrice générale de la SCIC La Ceinture Verte Terroirs de Haute-Vienne, une coopérative d'installation de maraîchers, depuis 2021. Ingénieure agronome profondément attachée à la préservation de l'environnement, Elodie a eu un parcours dans plusieurs structures publiques de développement autour de projets liés à la protection d'espaces naturels et de la ressource en eau dans le milieu agricole. En 2016, elle a rejoint Limoges Métropole et initié le projet alimentaire territorial de la communauté urbaine au sein duquel elle a accompagné la création, avec les acteurs du territoire, de la coopérative. Celle-ci fait partie du réseau animé par le groupe coopératif national La Ceinture Verte, issu de l'économie sociale et solidaire.



**Eric Braive** est maire de Leuville-sur-Orge et président de Cœur d'Essonne Agglomération. Intercommunalité de 21 communes et 200 000 habitants, Cœur d'Essonne est un territoire entre ville et campagne situé en grande couronne parisienne. Dans le cadre de son projet de territoire, fort des attentes de sa population et de ses ambitions sociales, sociétales et environnementales, l'agglomération met en œuvre depuis 2019 le programme de transition agricole et alimentaire locale « Sésame », lauréat du Programme d'Investissement d'Avenir - France 2030 de l'État. Cœur d'Essonne Agglomération est cheffe de file d'une alliance de plus de 20 organisations partenaires qui portent une ou plusieurs actions en transversalité du champ à l'assiette.



**Nicolas Bricas** est socio-économiste de l'alimentation, chercheur au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) au Montpellier Interdisciplinary center on Sustainable Agri-food systems (MoISA). Il a longtemps travaillé sur les effets de l'urbanisation et de la mondialisation sur les styles alimentaires et sur les politiques de sécurité alimentaire en Afrique et en Asie. Plus récemment, il a coordonné une expertise collective avec l'Inrae sur les enjeux pour la recherche de l'alimentation durable (DuAline). Il s'intéresse désormais à la durabilité des systèmes alimentaires urbains et aux politiques alimentaires des villes. Il coordonne, avec l'Institut Agro Montpellier, un Mastère spécialisé « Innovations et

Politiques pour une Alimentation Durable » (MS IPAD). Il est titulaire depuis 2016 de la Chaire Unesco « Alimentations du Monde » et membre de l'International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (IPES-Food).



**Aurélie Catallo** dirige le volet France du programme « Politiques agricoles et alimentaires » de l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales). À ce titre, elle contribue à la stratégie d'intervention de l'institut pour la production et la mise en discussion de scénarios de transformation du système alimentaire français. Auparavant, Aurélie a mis en place et coordonné un réseau alliant organisations agricoles et citoyennes françaises, œuvrant à la réforme des politiques agricoles et alimentaires, notamment la Politique agricole commune (PAC). Elle a également travaillé à la direction régionale du ministère de l'Agriculture en Île-de-France. Elle donne régulièrement des cours sur la PAC en cycle master. Aurélie est diplômée de l'Institut

d'études politiques de Lille, de la Westfälische Wilhelms-Universität Münster (Allemagne) ainsi que d'un mastère spécialisé d'AgroParisTech et AgroSup Dijon « Action publique pour le développement durable des territoires et de l'agriculture ».



**Yuna Chiffolleau** est directrice de recherche à INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), dans l'UMR (unité mixte de recherche) Innovation. Ingénieure agronome et docteur en sociologie, elle est spécialisée en sociologie économique. Ses travaux portent sur les démarches innovantes qui participent au développement de systèmes alimentaires durables. Elle s'intéresse aux circuits courts alimentaires depuis 2005, à l'échelle des territoires en particulier, et coordonne de nombreux projets de recherche participative autour de ce thème, notamment le projet européen DIVINFOOD sur le développement des filières locales valorisant l'agrobiodiversité et le projet PLAT4TERFOOD visant à mesurer l'importance et les impacts des systèmes alimentaires territorialisés. Elle co-anime, avec la Fédération des Civam de

Bretagne, le RMT Alimentation locale, réseau national de recherche-formation-développement financé par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire depuis 2015. Elle mène également de nombreuses activités d'expertise et d'accompagnement des politiques publiques, de l'échelle locale à l'échelle européenne.



**Anaëlle Contrepois** est conseillère Environnement d'Intercommunalités de France, association de collectivités locales fédérant près de 1000 intercommunalités. Elle accompagne les intercommunalités sur les politiques de déchets, d'économie circulaire, de commande publique responsable ainsi que d'agriculture. Diplômée de Sciences Po Paris, Anaëlle a été chargée d'études Production d'énergie locale puis chargée d'études Contrat de transition écologique à Intercommunalités de France.



**Pauline Falgareiro** est cheffe de projet Lab des Territoires à la Banque des Territoires qu'elle a rejoint à l'automne 2022. Ce dispositif a pour vocation de développer des services digitaux innovants en open innovation. Depuis 2023, une de ses thématiques d'application est l'alimentation. Pauline élabore, avec un collectif de partenaires, un dispositif de sensibilisation pour les collectivités territoriales pour les inspirer et les engager dans des projets de transition agri-alimentaire. Elle était auparavant au ministère de l'Économie et des Finances, où elle a travaillé sur des enjeux de régulation des plateformes numériques dans une démarche de co-construction avec des communes et des entreprises du secteur touristique, après un passage dans le secteur privé. Diplômée de l'Université de Technologie de Compiègne (UTC), elle a commencé sa carrière en collectivité territoriale sur des sujets habitat et numérique.



**Magali Grand** est responsable du pôle Protection des ressources en eau à la Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR). Elle encadre les deux équipes organisées pour répondre au double enjeu de valorisation économique des productions agricoles et de protection de la qualité de l'eau sur les aires d'alimentation de captages. Elle coordonne le développement du programme Terres de Sources, des producteurs aux consommateurs. Elle travaille depuis vingt ans sur le montage de projets non agricoles et agricoles sur les aires d'alimentation de captage, en lien avec la transition agroécologique des territoires.



**Dominique Hays** est directeur de projet, Ecopôle alimentaire de Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), Pôle territorial de coopération économique (PTCE). Il se consacre depuis plus de 30 ans à marier écologie et social au travers de différents montages de structures d'économie solidaire et de projets. A l'initiative du « Réseau du jardin dans tous ses états », qui donna lieu au lancement des jardins partagés en France, des emplois jeunes dans l'environnement, fondateur du Cerdd (Centre ressource du développement durable), Dominique poursuit sa carrière dans le domaine de l'alimentation à visée émancipatrice via la création et l'animation d'écopôles alimentaires, PTCE labellisés depuis 2015. Il est président du Réseau Cocagne qui compte 100 entités liant maraîchage et insertion en France.



**Florent Yann Lardic** est directeur général de Terres en Villes, réseau français des politiques alimentaires locales, depuis 2023. Passionné d'alimentation et engagé à participer à une transition des modèles économiques et territoriaux, il est diplômé de Sciences Po Bordeaux et de l'Institut d'urbanisme de Lyon. Il a commencé sa carrière au cabinet de Jean-Marc Ayrault à Nantes Métropole, où il a accompagné des projets de transport, d'agriculture et développé les politiques climat (Capitale verte de l'Europe 2013). A Paris, il a travaillé dans différents réseaux nationaux de collectivités locales (Association des petites villes de France - APVF, Départements de France) avant d'être nommé conseiller technique auprès du ministre de l'Aménagement du territoire et des Collectivités locales. Il a ensuite rejoint le secteur privé dans un cabinet d'ingénierie puis en tant que PDG d'une entreprise de logistique urbaine.



**Sophie Nicklaus** est directrice scientifique adjointe « Alimentation et Bioéconomie » de l'INRAE depuis avril 2024 et directrice de recherche au Centre des Sciences du Goût et de l'Alimentation de ce même institut, à Dijon. Ingénieur agronome (AgroParisTech) de formation, elle étudie, depuis sa thèse à l'Université de Bourgogne, le comportement alimentaire des enfants. Elle s'intéresse particulièrement à l'impact des expériences alimentaires précoces sur les comportements alimentaires ultérieurs et à leur contribution à la santé. Elle collabore actuellement avec les instances de santé publique en France pour développer et évaluer des recommandations actualisées relatives à l'alimentation du jeune enfant. Elle s'est investie dans le projet « Dijon Alimentation Durable 2030 », lauréat du financement Territoire d'Innovation, dans lequel elle coordonne une action autour de la restauration hors foyer durable, et assure la direction scientifique depuis septembre 2020. En 2018, elle a reçu le prix international Danone sur l'alimentation (Danone International Prize on Alimentation) pour ses travaux sur l'alimentation de l'enfant. En 2022, elle a reçu les Lauriers INRAE dans la catégorie « Défi Scientifique » et a été nommée Chevalier de la Légion d'Honneur.



**Jean-Louis Rastoin** est professeur honoraire d'économie et gestion d'entreprises à l'Institut Agro Montpellier et chercheur associé à l'UMR MoISA. Ingénieur agronome, docteur ès sciences économiques et agrégé en sciences de gestion, il a fondé et dirigé de 2011 à 2015 la chaire UNESCO « Alimentations du monde » dont il est conseiller scientifique. Il anime le comité de rédaction de la revue académique Systèmes alimentaires/Food Systems publiée par les Éditions Garnier. Il est membre de l'Académie d'Agriculture de France. Ses enseignements et recherches portent sur l'économie, la gestion et la gouvernance des systèmes alimentaires, la prospective et les stratégies de leurs acteurs et des territoires.



**Linda Reboux** est responsable du pôle Transition Écologique et Sociale à la direction de l'Investissement de la Banque des Territoires. Diplômée de l'ESSEC, elle a intégré le groupe Caisse des Dépôts en 2012 après une première expérience en fusions-acquisitions. Passionnée par la finance à impact, elle a d'abord travaillé sur un projet de fonds de préservation des espaces naturels, avant de rejoindre le pilotage des participations stratégiques de la CDC. Depuis 2017, elle est responsable d'une équipe de financements à impact au sein du département Cohésion sociale et territoriale de la Banque des Territoires, notamment dans le domaine de la transition alimentaire des territoires.



**Marie Roubellat** est responsable de programmes France 2030, dont Territoires d'innovation, à la direction de l'Investissement de la Banque des Territoires. Les projets lauréats Territoires d'innovation sont co-construits par les acteurs locaux, collectivités territoriales, partenaires économiques, industriels et académiques ainsi que les citoyens. Ils proposent de nouveaux modèles propices au développement économique durable et à l'amélioration des conditions de vie des populations, et relèvent des thématiques de la transition énergétique et écologique, la santé, les compétences, l'agroécologie et la transition alimentaire, la mobilité ou encore la transition numérique. Marie et son équipe accompagnent ces territoires dans leurs synergies, les apports réciproques étant d'autant plus encouragés qu'ils participent au rayonnement des projets et ainsi à la réussite du programme. Avant de rejoindre le groupe Caisse des Dépôts fin 2010, elle a travaillé pendant plus de quinze ans en cabinet de conseil, accompagnant des directions financières de grands groupes et de plus petites structures dans leurs besoins d'évolution ou de transformation.

## ANIMATION



**Sylvain Allemand** est journaliste, essayiste et éditeur. Depuis la fin des années 1990, il suit notamment l'actualité de la recherche, des initiatives et des débats relatifs au développement durable, auquel il a consacré plusieurs ouvrages. Parmi ses dernières publications : *Demain, la ville ?* (Presses Universitaires de Rennes, 2022), *Paysages et Énergies. Une mise en perspective historique* (Hermann, 2021). Son attention se porte également sur les enjeux de l'innovation territoriale et il anime régulièrement des tables rondes dans le cadre de colloques, séminaires et festivals. Il est également secrétaire général de l'Association des Amis de Pontigny-Cerisy et codirige depuis près de vingt ans des colloques du Centre culturel international de Cerisy (CCIC). Il a par ailleurs créé Sérendip'Éditions. Sylvain Allemand est diplômé de Sciences Po Paris et titulaire d'une maîtrise d'histoire.

## L'ÉQUIPE DE L'IHEST



**Olivier Dargouge** est responsable du réseau des auditeurs de l'IHEST. Il participe à l'animation d'un réseau de près de 700 personnes issues de tous les horizons professionnels et formées au cours du cycle national de formation de l'IHEST depuis 16 ans. Il est aussi référent du système d'information de l'IHEST ; à ce titre, il a permis le développement rapide des techniques de visioconférence en 2020-2021 à l'institut. Biologiste de formation, il a été journaliste, chef de la rubrique biologie, médecine, puis de la rubrique Europe, science et société au magazine *La Recherche*. Il a été rédacteur en chef de *Sciences au sud*, le journal de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) avant de participer au développement de l'IHEST dès 2008.



**Lucile Grasset** est directrice adjointe de l'IHEST. Elle a contribué à sa création et a en charge depuis plusieurs années le développement de l'action territoriale de l'institut. Avant de rejoindre l'IHEST, elle a été responsable des activités d'information scientifique et technique à l'INIST du CNRS (1989-1998) puis au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) de 1998 à 2006, dans un cadre de coopération internationale. Elle a également travaillé à l'Inventaire du patrimoine industriel conduit au sein du ministère de la Culture. Elle a une formation initiale d'historienne et de biblio-économiste.



**Mélissa Huchery** est responsable de communication à l'IHEST. Elle gère notamment la politique éditoriale du nouveau site web et développe la présence de l'institut sur les réseaux sociaux en valorisant des contenus (dossiers thématiques, vidéos, rapports, podcasts...) sur des sujets science-société à forts enjeux. Elle appuie également l'organisation des événements et des sessions de formation de l'établissement. Elle s'occupait auparavant de la rédaction du site web et de la gestion des ressources documentaires et multimédia. Mélissa Huchery a rejoint l'IHEST comme assistante de direction après des études en droit de l'innovation, de la communication et de la culture.



**Catherine Véglio-Boileau** est chargée de l'activité territoriale à l'IHEST, conseil éditorial, journaliste et auteure. Elle contribue au déploiement de l'action territoriale de l'IHEST depuis 2015 après avoir été responsable du pôle programmation du cycle national de formation de l'institut. Elle vient par ailleurs de publier un deuxième roman d'anticipation, « *Des vies sans refuge* » (Sérendip'Éditions, 2024). Auparavant, elle a travaillé près de vingt ans sur les questions européennes, s'intéressant dès les années 1990 aux négociations du GATT pour la presse agricole et à la mise en place de l'euro pour le quotidien *La Tribune*. Elle a ensuite rejoint le think tank *Confrontations Europe* comme directrice des publications puis la Maison de

l'Europe de Paris. Diplômée de Sciences Po Paris et en droit, elle a débuté en presse régionale et collaboré à divers titres de la presse économique nationale.

## INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

### Livres

**AgriculTerre. Refonder l'agriculture au service de tous**, Jacques Tassin, Odile Jacob, 2024

**Nourrir le monde sans dévorer la planète**, George Monbiot, Les liens qui libèrent, 2023

**Une écologie de l'alimentation**, Nicolas Bricas, Damien Conaré, Marie Walser (Dir), Quae, 2021

**Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires. Un nouveau paradigme du développement territorial ?** Pierre Gassel, Sylvie Lardon, Claire Cerdan, Salma Loudiyi, Denis Sautier (Dir) Jan Douwe Van der Ploeg (préface), Quae, 2021

**Méthodes d'Investigation de l'Alimentation et des Mangeurs (MIAM)**, Olivier Lepiller, Tristan Fournier, Nicolas Bricas, Muriel Figuié (Dir), Quae, 2021

**Manger en ville. Regards socio-anthropologiques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie**, Audrey Soula, Chelsie Yount-André, Olivier Lepiller, Nicolas Bricas (Dir), Quae, 2020.

**Biomasse. Une histoire de richesse et de puissance**, Benoit Daviron avec la collaboration de Laure Cordesse, Quae, 2020

**Les circuits courts alimentaires, Entre marché et innovation sociale**, Yuna Chiffolleau, Erès, 2019

**Transition agricole et alimentaire. La revanche des territoires**, Henri Rouillé d'Orfeuil, Charles Léopold Mayer, 2018

**Des territoires vivants pour transformer le monde**, Patrick Caron, Elodie Valette, Tom Wassenaar, Geo Coppens d'Eeckenbrugge, Vatché Papazian (Dir), Quae, 2017

**Histoire des agricultures du monde. Du Néolithique à la crise contemporaine**, Marcel Mazoyer, Laurent Roudart, Seuil, 1997

**Histoire de l'alimentation**, Jean-Louis Flandrin, Massimo Montanari, Fayard, 1996

### Rapports et revues

**Programme national pour l'alimentation. 64 lauréats de l'appel à projets 2023-2024 - Vers une stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat.** Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, en partenariat avec le ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités et l'Agence de la transition écologique (ADEME), 2024

**Agriculture : les intercos veulent monter en première ligne**, Romain Gaspar, 1er février 2024, La Gazette des Communes

**Nourrir sans détruire avec des systèmes alimentaires territorialisés durables : le cas de l'espace Afrique-Europe**, Jean-Louis Rastoin, Papa Abdoulaye Seck, Cahiers Agricultures, volume 33, 2024

**Démocratie alimentaire et participation des habitants dans les projets alimentaires territoriaux**, Terres en Villes, décembre 2023



**Transition vers l'alimentation durable : risques et leviers pour la grande distribution**, Charlie Brocard, IDDRI, Étude n°4, septembre 2023

**Alimentation et territoires : les scientifiques d'INRAE en appui des projets alimentaires territoriaux**, INRAE, juillet 2023

**One health joint plan of action (2022–2026). Working together for the health of humans, animals, plants and the environment**, FAO, UNEP, WHO, WOAHA, 2022

**Rapport d'activité 2022, chapitre « Innover pour une alimentation saine, durable et traçable »**, Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), France 2030

**Projets alimentaires territoriaux « Plus vite, plus haut, plus fort »**, Frédéric Marchand et Dominique Chabanet, rapport, ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, juillet 2022

**Transformations agroécologiques pour des systèmes alimentaires durables. Panorama de la recherche France-CGIAR**, Les dossiers d'Agropolis International n°26, avril 2022

**Pour une sécurité alimentaire durable : refonder la gouvernance de nos systèmes alimentaires**, Jean-Louis Rastoin, Revue Systèmes alimentaires/Food Systems n°7, Classiques Garnier, 2022

**Vers une transition juste des systèmes alimentaires - Enjeux et leviers politiques pour la France**, Pierre-Marie Aubert, Baptiste Gardin, Christophe Alliot, IDDRI et BASIC, 2021

**Vers une alimentation durable : Un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France**, rapport d'information, Françoise Cartron et Jean-Luc Fichet, Sénat, 28 mai 2020

**Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires**, Florence Denier-Pasquier et Albert Ritzenthaler, avis, CESE, 2020

**Crises sanitaires, résilience et refondation des systèmes alimentaires**, éditorial, Jean-Louis Rastoin, Revue Systèmes alimentaires/Food Systems n°5, Classiques Garnier, 2020

**Vers la résilience alimentaire. Faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires**, Les Greniers d'Abondance, 2020

**Nourrir la planète**, Cahiers de L'Atelier n° 563, Eds. de L'Atelier, 2020

**Transition alimentaire : pour une politique nationale et européenne de l'alimentation durable orientée vers les consommateurs, les filières et les territoires**, Groupe de travail "Transition alimentaire, filières et territoires", Académie d'Agriculture de France, 2019

**L'alimentation : un nouvel enjeu de développement durable pour les territoires**, Commissariat général au développement durable (CGDD), septembre 2017

### **Expérimentations locales**

**Projets alimentaires territoriaux : 22 nouvelles démarches soutenues et la promesse de moyens « exceptionnels » en 2024**, Caroline Megglé, Localtis, 1er mars 2024, Banque des Territoires

**France PAT**, le portail du réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux <https://france-pat.fr/>

**La recherche à l'épreuve du réel. Entretien avec Sophie Nicklaus**, Revue Ressources n°1, INRAE, octobre 2021

**Transition alimentaire : ProDij**, Dijon Métropole  
<https://www.dijon-metropole.fr/projets/transition-alimentaire-prodij/>

**L'écopôle alimentaire du cœur de Gohelle, ou le pouvoir du vivant entre les mains des gens**, CERDD, février 2023

**L'écopôle alimentaire de Gohelle**, [https://ecopolealimentaire.fr/?page\\_id=102](https://ecopolealimentaire.fr/?page_id=102)

**Terres de sources, une coopérative pour une alimentation locale et une meilleure qualité de l'eau (35)**, Fabrice Bugnot, Adir Ille-et-Vilaine, 07.07.2022, Banque des Territoires.

**Terres de sources** : <https://terresdesources.fr/>

**Faciliter l'installation en maraîchage bio autour des agglomérations**, La Ceinture Verte  
<https://www.laceintureverte.fr/>

**Le programme Sésame**, Coeur d'Essonne Agglomération,  
<https://www.coeuressonne.fr/lagglo/grands-projets/sesame-le-bio-souvre-a-vous/projet-sesame/>

### **Sites Internet**

**Agropolis International** Transformations agroécologiques pour des systèmes alimentaires durables  
<https://www.agropolis.fr/dossier-agropolis-agroecologie>

**Banque des Territoires** Soutenir les acteurs de la transition agricole et alimentaire  
<https://www.caissedesdepots.fr/actualites/soutenir-les-acteurs-de-la-transition-agricole-et-alimentaire>

**Chaire Unesco « Alimentations du Monde »** : <https://www.chaireunesco-adm.com/>

**Cirad** Systèmes alimentaires  
<https://www.cirad.fr/nos-activites-notre-impact/thematiques-de-recherche/systemes-alimentaires/enjeux-et-problematiques>

**Inrae** Accélérer les transitions agroécologiques et alimentaires  
<https://www.inrae.fr/nous-connaître/inrae-2030/accelerer-transitions-agroecologiques-alimentaires>

Consulter le Focus thématique du séminaire (synthèse, vidéos, podcast) sur le site internet de l'IHEST :  
<https://www.ihest.fr/ihest-mediatheque/les-territoires-moteurs-dune-transition-alimentaire-durable-et-inclusive-2/>